

Marie-Alix Lanternier

Assistante de recherche

Fondation pour la recherche stratégique

Emmanuelle Maitre

Chargée de recherche

Fondation pour la recherche stratégique

Les conséquences du Covid-19 sur la dissuasion nucléaire

À la fois mobilisées et atteintes par le Covid-19, les forces armées à travers le monde cherchent à trouver un équilibre entre le maintien de leurs capacités d'action et la protection de la santé de leur personnel, sans laquelle elles ne peuvent remplir leur mission de défense, de protection mais aussi de dissuasion. Si la dissuasion repose en partie sur l'état des arsenaux nucléaires potentiellement affectés par les conséquences économiques et industrielles de la crise, elle est tout aussi dépendante de l'élément humain. La dissuasion est donc concernée par tous les aspects de cette crise sanitaire, dans l'immédiat comme sur le plus long terme.

Le 29 avril 2020, Hans Kristensen, affilié au groupe de réflexion et d'information *Federation of American Scientist* (Fédération des scientifiques américains), écrivait qu'il n'y avait plus qu'une seule base nucléaire américaine épargnée par le Covid-19¹. Si l'amiral Charles Richard, à la tête du commandement stratégique des États-Unis (*US STRATCOM*), assure que la capacité de dissuasion nucléaire américaine n'est pas diminuée par la pandémie², on sait qu'au moins quatre porte-avions américains ont été atteints par le Covid-19, dont l'*USS Theodore Roosevelt*, forcé de rentrer au port de Guam, ce qui illustre la possibilité d'une contagion au sein d'autres équipages de la *Navy*. Pour autant, la culture et l'entraînement des forces stratégiques, programmées pour opérer dans des circonstances difficiles, ont *a priori* permis d'éviter de mettre en cause l'exercice de la dissuasion aux États-Unis. De plus, le personnel impliqué dans la

¹ Hans Kristensen, [Twitter](#), 29 avril 2020.

² John Krzyzaniak, « How nuclear forces worldwide are dealing with the coronavirus pandemic », [The Bulletin of the Atomic Scientists](#), 14 avril 2020.

mise en œuvre de la Triade nucléaire a été considéré en priorité lorsque les forces armées américaines ont mis en place des mesures de dépistage et de protection. Elles ont également fait preuve d'anticipation dans la mise en œuvre de mesures de prophylaxie³. En Russie, la totalité de l'équipage d'un sous-marin non-nucléaire ayant été en contact indirect avec un cas confirmé de Covid-19 est désormais en quarantaine. En Grande-Bretagne, c'est le Premier ministre Boris Johnson lui-même, plus haut échelon de la chaîne de commandement nucléaire, qui a été contaminé. Aucun commentaire n'a été fait sur la transmission du « bouton nucléaire » britannique en ces circonstances⁴, il est toutefois de notoriété publique qu'une délégation d'autorité est possible à des membres désignés du gouvernement dans la responsabilité d'ordonner une frappe nucléaire en cas d'indisponibilité du Premier ministre⁵. Cette situation d'épidémie met en lumière la nécessité de disposer de quatre SNLE pour assurer la permanence à la mer en tout temps puisque deux SNLE britanniques sont actuellement en maintenance longue durée⁶. La possibilité d'un tel risque épidémique aurait à ce titre été déjà envisagée par la *Royal Navy*⁷.

Alors que certains émettent l'idée que face à la crise actuelle, l'OTAN devrait reconsidérer sa conception d'« adversaire »⁸, le Secrétaire général de l'OTAN n'a de cesse de rappeler que les menaces sécuritaires n'ont pas disparu avec l'épidémie et qu'elles en sont même potentiellement renforcées. Il affirme qu'il est impératif de maintenir la capacité de défense et la dissuasion de l'OTAN dans un contexte où ses adversaires pourraient chercher à exploiter la crise sanitaire à leur avantage. Il affirme que la mobilisation des forces de l'OTAN dans la gestion de la crise du Covid-19 et les mesures de protection prises pour protéger la santé de leur personnel n'empêchent pas qu'elles restent opérationnelles et prêtes à répondre à n'importe quelle menace.

Mais des interrogations subsistent sur le plus long terme et notamment les choix politiques qui seront faits à l'issue de la crise. Les dirigeants européens peuvent être tentés de favoriser leurs dépenses économiques au détriment de leurs budgets de défense et même si l'objectif de 2% du PIB imposé à chaque État membre est conservé (voire pourrait plus facilement être atteint), la valeur réelle des sommes allouées à la défense diminuera considérablement au vu de la contraction certaine des PIB de chaque Allié.

La question budgétaire est également source d'inquiétude en ce qui concerne l'autonomie stratégique de l'Union Européenne. Une analyse du *German Council on Foreign Relations*⁹ explique que si les dirigeants européens ont les mêmes réflexes à l'issue de cette crise que ceux qu'ils ont adoptés en 2008 en décidant de donner la priorité aux dépenses socio-économiques par rapport à celles telles que les enjeux sécuritaires, on assistera à un effondrement de l'ambition visant à établir une posture européenne de dissuasion et de défense qui laisserait l'Europe vulnérable. De plus, la crise pourrait pousser les États-Unis à envisager de se retirer de

³ Bryan Bender, « How the nuclear force dodged the coronavirus », [Politico](#), 23 avril 2020.

⁴ Guy Faulconbridge et Kate Holton, « Who has the UK nuclear button while Johnson is ill? No comment », [Reuters](#), 7 avril 2020.

⁵ Bruno Tertrais et Jeffrey Lewis, « The Finger on the Button: The Authority to Use Nuclear Weapons in Nuclear-Armed States », [CNS Occasional Paper](#), n°45, février 2019.

⁶ Sebastian Brixey-Williams, « Will COVID-19 force a break in the UK's Continuous At-Sea Deterrence? », [BASIC](#), 2 avril 2020.

⁷ Andrew Corbett, [Twitter](#), 24 avril 2020.

⁸ Press conference by NATO Secretary General Jens Stoltenberg following the virtual meeting of the North Atlantic Council in Defence Ministers' session, [NATO](#), 15 avril 2020.

⁹ Sophia Becker, Christian Mölling et Torben Schütz, « Deterrence and Defense in Times of COVID-19 », [DGAP Policy Brief](#), n°9, avril 2020.

l'OTAN pour ne plus avoir à financer la défense européenne. Cette même analyse recommande que l'Union Européenne et l'OTAN réactivent leur coopération afin de se mettre d'accord, ensemble et dès que possible, sur les choix politiques les plus judicieux en matière budgétaire et surtout pour empêcher que les États ne prennent des mesures de redressement individuelles et non concertées. Jens Stoltenberg considère d'ailleurs que pour renforcer la résilience de l'OTAN, cette dernière doit travailler en étroite collaboration avec ses partenaires internationaux, dont l'Union Européenne.

En France, désormais le seul État membre de l'Union européenne à posséder l'arme nucléaire, le Covid-19 a déjà des effets potentiels sur les éléments concourant à la dissuasion avec la contamination de plus de 1 000 marins du groupe aéronaval emmené par le porte-avions *Charles de Gaulle*. Mais même si le *Charles de Gaulle* participe à la dissuasion nucléaire grâce à sa capacité d'emport du missile aéroporté ASMPA sur le Rafale-M, son rapatriement n'a pas de conséquence immédiate sur la force de dissuasion française puisque la FANu n'est pas générée en permanence. Les conséquences du COVID-19 concernent également le secteur industriel de la défense. *Naval Group*, par exemple, a généralisé le télétravail pour tout son personnel, mais le travail sur les chantiers de construction ou de réparation de bâtiments de surface et de sous-marins est très exposé et ne peut se faire à distance¹⁰. Le ministère des Armées ayant demandé aux industriels de maintenir leurs activités indispensables aux forces armées pour qu'elles puissent mener leurs missions¹¹, *Naval Group* est obligé de se concentrer sur ses missions essentielles dont la plus importante est « *d'assurer le maintien de la posture de dissuasion, qui repose en particulier sur le bon fonctionnement des quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) de la Marine nationale, et de tous les moyens associés à leur sûreté, comme les frégates, sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) et chasseurs de mines* »¹². Ceci dit, les moyens mis en place dans certaines entreprises pour assurer la continuité des activités tout en protégeant la santé des travailleurs permet aussi une accélération de l'innovation en matière d'organisation du travail dans le secteur¹³.

En ce qui concerne le budget de la défense en France, la ministre des Armées Florence Parly affirme qu'au vu du rôle important de soutien joué par les militaires dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire actuelle, il serait absurde d'opposer le militaire et le sanitaire. Elle espère donc que le Parlement sera attentif à ce que le budget de l'armée soit conservé¹⁴.

Enfin, s'il est certain que la pandémie de Covid-19 affecte la dissuasion, elle n'est pas dénuée d'effets sur la non-prolifération et la maîtrise des armements. Du point de vue de la non-prolifération, la crise sanitaire a obligé le report de plusieurs mois de la conférence d'examen du TNP qui devait avoir lieu à New York fin avril. De plus, la crise intervient en plein délitement du cadre légal de maîtrise des armements, et elle est citée aux États-Unis comme un facteur pouvant ralentir la négociation d'un successeur au Traité *New Start*¹⁵. Dans une approche associée au désarmement, certains cherchent à sensibiliser à la question en comparant les effets de la crise sanitaire à ceux d'une explosion nucléaire¹⁶. Jeffrey Lewis, expert de la maîtrise des

¹⁰ Vincent Groizeleau, « Naval Group : priorité à la dissuasion », [Mer et Marine](#), 18 mars 2020.

¹¹ Michel Cabirol, « Covid-19 : les industriels de l'armement priés de livrer coûte que coûte les armées », [La Tribune](#), 7 avril 2020.

¹² Vincent Groizeleau, *op. cit.*

¹³ Murielle Delaporte, « Base industrielle et technologique de défense : le Covid-19, incubateur d'innovation ? », [OPS](#), 9 avril 2020.

¹⁴ Audition de Mme Florence Parly, ministre des Armées, [Commission de la Défense](#), Assemblée nationale, 17 avril 2020.

¹⁵ Marc Finaud, « Five reasons why the COVID-19 crisis is related to arms control », [GCSP](#), 3 avril 2020.

¹⁶ Michael Krepon, « The Covid-19 and Nuclear Plagues », [Arms Control Wonk](#), 13 avril 2020.

armements, compare ainsi la gestion de la crise par le gouvernement américain à une potentielle gestion de crise nucléaire pour déplorer les dysfonctionnements du gouvernement américain. Enfin, d'après l'étude précédemment citée du *German Council on Foreign Relations*, l'issue de la crise constituerait une opportunité à saisir en matière de désarmement puisque la plupart des États auront alors intérêt à contracter leurs dépenses militaires. On pourrait alors même envisager des négociations entre les États-Unis et la Russie puisqu'avec la baisse du prix du pétrole, la Russie ne sera peut-être plus en mesure de poursuivre ses plans de modernisation comme prévu. D'autant plus que les États-Unis n'en sont qu'au début de la modernisation de leur arsenal nucléaire. Une implication de la Chine dans cette voie reste cependant incertaine, alors que Pékin a renforcé son arsenal nucléaire et grandement investi dans la modernisation de ses forces militaires en général, et semble s'être engagée dans une rhétorique agressive en réponse aux questions visant la gestion du régime dans l'origine de la pandémie.

Cela dit, si pour certains le Covid-19 est l'occasion de militer pour le désarmement, pour d'autres, il représente une opportunité de mettre en perspective la dissuasion nucléaire en abordant les cas dans lesquels l'arme nucléaire devrait être susceptible d'être utilisée pour couvrir une éventuelle attaque biologique¹⁷.

¹⁷ Tom Rogan, « Coronavirus, super-plagues, and why we need nuclear deterrence against biological warfare », [The Washington Examiner](#), 27 février 2020.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

WWW.FRSTRATEGIE.ORG

4 BIS RUE DES PÂTURES 75016 PARIS TÉL : 01 43 13 77 77 FAX 01 43 13 77 78

ISSN : 2273-4643

© FRS—TOUS DROITS RÉSERVÉS